



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 30/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAZEAU RECYCLAGE SAS**

35 route du bassin n° 6  
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0006517644

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement MAZEAU RECYCLAGE SAS implanté 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Une lettre de suite d'inspection établie par l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection à la suite de cette visite sera également publiée et consultable à l'adresse suivante <https://reglementation-controle.asnr.fr/controle/actualites-du-controle/installations-nucleaires/lettres-de-suite-d-inspection-des-installations-nucleaires>.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Radioprotection

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à incident.

Le 23 juin 2025, l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) a informé l'unité départementale de Seine-Saint-Denis de la DRIEAT d'Île-de-France qu'une source scellée radioactive avait été détectée en Belgique le 3 décembre 2024 par la société Galloo à Gent (Gand), sur un chargement provenant de la société Mazeau Recyclage dont le siège social est situé à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), mais dont les activités de tri/transit sont situées dans le port de Gennevilliers.

Le 18 juillet 2025, à la demande de l'unité départementale de Seine-Saint-Denis, la société Mazeau Recyclage a informé le Préfet des Hauts-de-Seine de cet incident en indiquant ;

- que le chargement incriminé provenait de son site de Gennevilliers ;
- qu'aucun élément radioactif n'avait été détecté en entrée de ce site ;
- que la ferraille contenue dans ce chargement avait été cisaillée et broyée avant d'être expédiée vers la Belgique par péniche le 19/11/2024.

La visite d'inspection, objet du présent rapport, a été organisée en coopération avec l'ASNR afin de vérifier le respect des prescriptions applicables au site Mazeau Recyclage de Gennevilliers relatives à la découverte de déchets radioactifs et contrôler le risque radiologique du site.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAZEAU RECYCLAGE SAS
- 35 route du bassin n°6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006517644
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAZEAU RECYCLAGE exerce une activité de tri, transit et de traitement mécanique de ferrailles et de matériaux non dangereux inertes issus d'opérations de démolition.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Présence d'un portique de détection	Arrêté préfectoral du 08/03/2015, article 8.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
1	Présence d'un portique de détection en sortie de site	Arrêté préfectoral du 08/03/2015, article 8.1.2	Mise en demeure	3 mois
2	Présence d'une aire de stationnement pour réaliser une levée de doute	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Matériel pour sécurisation de la zone de stationnement	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Procédure en cas de détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.3	Demande d'action corrective	15 jours
5	Local dédié pour isoler les sources radioactives devant être traitées par décroissance	Arrêté préfectoral du 08/03/2015, article 8.1.3	Mise en demeure	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cependant, la gestion des déchets radioactifs détectés entrée du site n'est **pas satisfaisante**. L'exploitant doit en effet :

- mettre en place de manière pérenne une aire étanche de stationnement destinée à l'immobilisation des chargements contenant des déchets d'une radioactivité anormale ;
- mettre en place un local dédié pour le stockage des sources radioactives traitées par décroissance ;
- avoir en permanence, sur le site, au moins un radiamètre en état de marche ;
- mettre en place un contrôle des chargements quittant son site ;
- revoir sa procédure en cas de déclenchement des alarmes du portique. de détection de radioactivité.

### 2-4) Observations hors fiches de constat

Les mesures effectuées sur le site par l'ASNR n'ont **pas mis en évidence de pollution radioactive** (cf. la lettre de suite de l'ASNR sous le lien visé au 1)).

## 2-5) Fiches de constats

### N° 1 : Présence d'un portique de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de sources radioactives
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant (et sortant) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.  Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  [...]  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.  A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.
<b>Constat n°1 :</b>  L'exploitant a installé à l'entrée de son site, au niveau de la zone de pesée, un détecteur de radioactivité de marque SAPHIMO. Ce dernier a été vérifié le 26/08/2025.  Une alarme lumineuse et sonore est installée dans la loge où l'agent de pesée travaille.  Les inspecteurs ont remarqué que le détecteur adaptait en temps réel la valeur du bruit de fond.  Cependant, les inspecteurs n'ont pas été en mesure de vérifier que le seuil de déclenchement de l'alarme est bien réglé sur une valeur comprise entre 2 et 3 fois le bruit de fond mesuré puisque le rapport de la dernière vérification n'était pas présent sur site.  Il convient que l'exploitant transmette le rapport de la vérification du porteur de détection effectuée le 26/08/2025 ainsi que la notice d'utilisation de portique de détection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre le rapport de la vérification du porteur de détection effectuée le 26/08/2025 ainsi que la notice d'utilisation de portique de détection
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**Constat n°2 :**

Aucun contrôle de radioactivité n'est fait sur les chargements qui sortent de son site par transport fluvial.

**Il est proposé à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place un contrôle de radioactivités des chargements qui sortent de son site par transport fluvial**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Présence d'une aire de stationnement pour réaliser une levée de doute**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Levée de doute
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose d'aucune aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme du portique de radioactivité.  L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine <b>de mettre en demeure</b> l'exploitant de mettre en place de manière pérenne une aire étanche de stationnement dédiée à l'immobilisation du chargement douteux tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale.  En outre, en l'absence de radiamètre (c.f point de contrôle n°3), l'exploitant a indiqué qu'en cas de déclenchement de l'alarme du portique, il renvoyait les véhicules à leur point d'origine <b>Cette pratique n'est pas acceptable et doit cesser.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Mettre en place de manière pérenne une aire étanche de stationnement afin de pouvoir immobiliser les chargements, ayant déclenché le portique de radioactivité, tant qu'une équipe spécialisée en radioprotection n'a pas récupéré le(s) déchets(s) responsable(s) de cette radioactivité anormale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Matériel pour sécurisation de la zone de stationnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne disposait d'aucun radiamètre portable. Il ne peut donc pas mesurer de débit d'équivalent de dose. Il a été indiqué aux inspecteurs que les 3 radiamètres normalement présents sur le site étaient en maintenance pour étalonnage. Il est donc attendu de l'exploitant qu'il transmette les nouveaux certificats d'étalonnage de ses 3 radiamètres.  L'exploitant doit donc prendre les mesures nécessaires afin d'avoir en permanence au moins un radiamètre son site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Disposer en permanence d'au moins un radiamètre sur le site,</li><li>• Transmettre les certificats d'étalonnage/rapports de vérification de 2025 des 3 radiamètres devant être présents sur le site ;</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective , Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



#### N° 4 : Procédure en cas de détection de radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> AArrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une procédure qui est affichée dans la loge de l'agent de pesée. Cette procédure est succincte et n'aborde pas les parties suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• les personnes habilitées à intervenir</li><li>• information aux autorisées compétentes Dans cette partie, il est attendu une liste de contacts à jour ;</li><li>• prise de contact avec un organisme compétent en radioprotection : une liste d'organisme compétent non exhaustive doit être présent dans la procédure ;</li><li>• traitement des déchets radioactifs ;</li><li>• gestion en cas de panne du portique de détection.</li></ul> La procédure à suivre en cas de déclenchement de portique doit donc être complétée avec les éléments listés ci-dessous.  Les inspecteurs n'ont pas pu s'assurer que le personnel du site Mazeau Recyclage de Gennevilliers était sensibilisé au risque « rayonnements ionisants ». L'agent de pesée connaissait, néanmoins, la procédure à suivre en cas de découverte de sources radioactives. Afin de s'assurer que le personnel de Mazeau Recyclage est sensibilisé au risque « rayonnements ionisants », il est attendu que l'exploitant transmette les attestations de formation de son personnel au risque radioactif.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Compléter La procédure à suivre en cas de déclenchement de portique devra être complétée avec les éléments suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ information aux autorisées compétentes Dans cette partie, il est attendu une liste de contacts à jour ;</li><li>◦ prise de contact avec un organisme compétent en radioprotection : une liste d'organismes compétents doit être présente dans la procédure ;</li><li>◦ traitement des déchets radioactifs ;</li><li>◦ gestion en cas de panne du détecteur</li></ul></li><li>• Transmette les attestations de formation au risque « rayonnements ionisants » de son personnel ;</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective , Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Local dédié pour isoler les sources radioactives devant être traitées par décroissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2015, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]  En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.  [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose de local dédié à l'isolement des sources radioactives devant être traitées par décroissance sur son site.  Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place un local dédié à l'isolement des sources radioactives devant être traitées par décroissance sur son site. Ce local est situé à l'écart des postes de travail permanent et, bénéficie d'une signalétique adaptée au risque « rayonnements ionisants »
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• mettre en place un local dédié à l'isolement des sources radioactives devant être traitées par décroissance</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois